

Les services publics protègent la démocratie contre l'autoritarisme, le clientélisme en garantissant la transparence, la responsabilité et l'indépendance des administrations publiques ; c'est l'un des fondements du statut général des fonctionnaires.

En France, l'accès à de nombreux services publics est facilité par le fait que d'entre eux sont gratuits ou peu onéreux.

Or, par manque de moyens budgétaires depuis plusieurs années, la qualité des services publics se dégrade. Les agent.es publics doivent travailler à des budgets budgétaires, aux postes non pourvus, à la dégradation des conditions de travail. Cette situation affaiblit le service public rendu aux citoyen.nes.

Il est temps de soutenir tous les services publics et les fonctionnaires afin de réinvestir dans la fonction publique.

Après des années de refus gouvernementaux de propositions de mesures incitatives pour revaloriser leur rémunération, la situation des fonctionnaires de la fonction publique, titulaires et contractuel.les, est devenue insupportable. L'attractivité est réelle. Elle est aggravée par des conditions de travail de plus en plus difficiles.

C'est pourquoi à l'approche de la journée internationale de la fonction publique du 23 juin 2026, les organisations syndicales de la fonction publique, l'UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP l'affirment : la situation ne peut être prise en compte sans être prise sans délai !

Un service public de qualité aux citoyen.nes nécessite des moyens humains, financiers et techniques.

La hausse du SMIC prévue par la loi pour compenser la forte inflation et le déclenchement de l'indemnité différentielle pour 862 000 fonctionnaires à la rémunération indiciaire est passée en dessous du SMIC montien. Cette politique salariale en vigueur conduit à l'appauvrissement de nombreux agent.es de la fonction publique et obère toute reconnaissance de la carrière. Le nombre croissant d'entre elles et eux.

Après le courrier qu'elles ont adressé au Premier ministre lui demandant des mesures concrètes, le ministre de l'Action et des Comptes publics, en charge de la fonction publique, a annoncé la tenue d'un « rendez-vous salarial » le lundi 6 juillet. Ce ne peut être un premier signe d'ouverture, qu'à la condition que le ministre y annonce des mesures indiciaires générales à la hauteur des enjeux !

Enfin, parce que nous considérons que la fonction publique doit pouvoir assurer la continuité du service public, nos organisations demandent des mesures concrètes et urgentes et rappellent leur volonté d'être reçues par le Premier ministre.

Convoqué hier matin par le ministre de l'Action et des Comptes publics, à la suite du courrier qui lui avait été adressé par l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique, le rendez-vous salarial n'a débouché sur aucune mesure générale de revalorisation des rémunérations. La déclaration intersyndicale unitaire rappelait les revendications des OS, en particulier la nécessité de mesures d'urgence incluant le dégel de la valeur du point d'indice et l'ouverture de véritables négociations salariales.

Face à l'absence de mesures immédiates et de toute mesure générale pour répondre à la paupérisation de l'ensemble des agent.es, la totalité des organisations syndicales a quitté la réunion.

Les quelques mesures annoncées se limitent à des dispositifs très ciblés qui ne concerneraient qu'un nombre infime d'agent.es en 2027, à la condition que le projet de loi de finances soit voté. Elles renvoient par ailleurs les éventuelles améliorations à un chantier de long terme sur les grilles de rémunération des catégories B et C, dont l'issue et l'application seraient plus qu'incertaines dans le contexte politique de fin de mandat.

Pour la FSU, ce rendez-vous salarial confirme que le gouvernement refuse d'apporter la moindre réponse à l'urgence salariale, préférant poursuivre sa politique de l'offre au service des plus riches et des grandes entreprises. À l'opposé, c'est un changement radical de politique salariale à l'égard de l'ensemble des agent.es de la Fonction publique, qui tiennent les services publics à bout de bras, qui doit être engagé. C'est pourquoi la FSU confirme son appel à la mobilisation par la grève et les manifestations le 29 septembre.

Dans tous les versants de la fonction publique, et dans de nombreux métiers, les difficultés de recrutement et la perte d'attractivité confirment qu'il y a urgence à augmenter les salaires et à améliorer les conditions de travail pour préserver la qualité du service public et la continuité de nos missions, exercées au service de la population.

Nos organisations réaffirment leurs revendications :

- des mesures salariales générales et notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice ;
- des mesures de revalorisation et la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du Smic de même que la revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;
- le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent.es qui sont en congé maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des garanties sur la mise en œuvre effective de la directive européenne sur la transparence salariale, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d'égalité.

Elles considèrent que le calendrier budgétaire ne peut servir de prétexte à diff-

Élections
professionnelles
du 03 au 10
décembre 2026



SNASUB-FSU

Syndicat National de
l'Administration Scolaire
Universitaire et des
Bibliothèques



F.S.U.

Engagé.es
au quotidien